

Macron annonce qu'il ira au Rwanda fin mai pour « écrire une nouvelle page »

AFP, 19 mai 2021

Le président français Emmanuel Macron a annoncé mardi qu'il se rendrait « au Rwanda à la fin du mois de mai », et avoir « à cœur » avec le président Paul Kagame « d'écrire une nouvelle page de la relation » entre la France et le Rwanda.

Cette annonce intervient au lendemain d'une déclaration du président rwandais estimant que les deux pays avaient « *désormais de bonnes bases sur lesquelles créer une bonne relation* », après un rapport d'historiens français concluant à des « *responsabilités accablantes* » de Paris dans le génocide des Tutsi en 1994.

Le déplacement du président français portera sur des thématiques « *à la fois politique, mémorielle mais aussi économique et sanitaire* », a-t-il déclaré devant la presse, à l'issue d'un sommet sur les économies africaines où M. Kagame était présent.

Interrogé sur d'éventuelles ex-

cuses que pourrait faire la France, à l'instar de la Belgique quelques années après le génocide, le président français s'est refusé à préciser ce qu'il comptait déclarer aux Rwandais. « *Ce que j'aurai à y dire, je le dirai à ce moment-là* », a-t-il répondu.

Lundi, M. Kagame a estimé dans un entretien à France 24 et RFI que la décision revenait sur ce point à Paris, tout en soulignant qu'il « *apprécierait* » le geste.

La question du rôle de la France avant, pendant et après le génocide des Tutsi du Rwanda, a été un sujet brûlant pendant des années et a même conduit à la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Kigali entre 2006 et 2009.

En mars, le rapport Duclert a conclu aux « *responsabilités lourdes et accablantes* » et à l'« *aveuglement* » du président socialiste de l'époque François Mitterrand et de

son entourage face à la dérive raciste et génocidaire du gouvernement hutu que soutenait alors Paris.

« *Je peux m'accommoder* » des conclusions du rapport, qui a écarté la « *complicité* » de la France, a commenté lundi M. Kagame. Le président rwandais, qui dirigeait en 1994

la rébellion tutsi qui mit fin au génocide, a longtemps accusé Paris d'en être « *complice* ».

Le génocide a fait plus de 800.000 morts, essentiellement au sein de la minorité tutsi, entre avril et juillet 1994.